

«prendre les profits d'aujourd'hui et à les affecter aux produits de demain».

Les Canadiens n'ont rien à perdre et tout à gagner lorsqu'il s'agit d'accroître leur compétitivité et un tel mot n'est pas à proscrire. La compétitivité n'a rien à voir avec les mises à pied, elle est plutôt garante du maintien des emplois. Le président de la Banque de Nouvelle-Écosse, M. Ced Ritchie, n'a-t-il pas affirmé que «la compétitivité pouvait éventuellement permettre à chaque Canadien d'avoir un emploi bien payé»? Au sein de l'économie mondiale naissante, la seule garantie que nous ayons est notre rendement.

Eh bien! que faisons-nous à ce chapitre, à titre de gouvernement et à titre de nation? La sensibilisation à l'importance de cette question ne cesse de s'accroître. De plus en plus, les Canadiens se rendent compte de l'importance de la compétitivité, et ils constatent que nous travaillons tous dans le même but. Dans un document de travail que nous publierons prochainement sur la compétitivité, nous avons défini cinq éléments, assise de la prospérité au Canada.

En premier lieu, une culture fondée sur l'apprentissage. Nous ne pourrions être concurrentiels si le taux de décrochage scolaire se maintient à 30 p. 100, surtout quand ce taux n'est que de 2 p. 100 au Japon; ce dernier pays forme, par habitant, près de neuf fois plus d'ingénieurs que le Canada, et le Mexique en forme quatre fois plus que nous.

En deuxième lieu, les sciences et la technologie - le gouvernement a fait des investissements considérables en R-D et a facilité la création de 14 centres universitaires de réseaux d'excellence grâce à un financement de quelque 250 millions de dollars. Il a de plus créé un régime fiscal favorable à la R-D, reconnu partout dans le monde comme l'un des plus attrayants pour les entreprises. Cependant, les entreprises canadiennes sont en retard par rapport à leurs compétiteurs. Étant donné que le Canada compte sur le secteur privé pour créer des emplois, ce dernier devrait prendre l'initiative au chapitre des investissements en R-D. Cependant, à la fin des années 80, les investissements des industries canadiennes déclinaient en pourcentage du produit intérieur brut. De ce fait, le Canada détient le plus faible niveau du Groupe des 7, quant aux investissements en R-D. Il faut davantage d'investissements en R-D de la part des entreprises. Il faut, au Canada, plus de recherche pure et plus de recherche appliquée, et il faut surtout davantage de scientifiques et d'ingénieurs.

En troisième lieu, le financement de l'investissement - ou réinvestir dans le produit. Un bon fonds de roulement, tel est le moteur de la croissance. Nous devons investir dans le capital physique et dans l'infrastructure, deux éléments essentiels à la